
SOUS LA DIRECTION DE
Aïssa Kadri, Moula Bouaziz et Tramor Quemeneur

La guerre d'Algérie revisitée

Nouvelles générations, nouveaux regards



KARTHALA

LA GUERRE D'ALGÉRIE REVISITÉE

Visitez notre site : **www.karthala.com**

Paielement sécurisé

Photographie de couverture : © Pierre Genty.

Les auteurs tiennent à adresser à Pierre Genty leurs plus vifs remerciements pour les avoir autorisés à publier cette photographie prise à Tadjmout, près de Laghouat, vers 1959. Ils remercient également les éditions Les Arènes (qui avaient préalablement publié cette photographie). L'un des petits Algériens tire la langue au photographe, comme un signe d'amusement, voire d'insolence ou encore comme un geste de défi.

© Éditions KARTHALA, 2015
ISBN : 978-2-8111-1296-7

SOUS LA DIRECTION DE
**Aïssa Kadri, Moula Bouaziz
et Tramor Quemeneur**

La guerre d'Algérie revisitée

Nouvelles générations, nouveaux regards

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

Nos remerciements à Catherine Darmellah et à Zahia Tazairt pour l'attention apportée à la finalisation de cet ouvrage.

Les textes présentés ici sont tirés des Actes du Colloque « Jeunes historiens et guerre d'Algérie » organisé à Paris 8-Institut Maghreb-Europe, les 9 et 10 novembre 2012, à l'occasion du Cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie.

Introduction

Aïssa KADRI

« Chaque génération, dans une certaine opacité,
doit découvrir sa mission, la réussir ou la trahir. »

FRANTZ FANON

Les Damnés de la terre. Maspero 1961

Soixante ans après « la Toussaint rouge » (1^{er} novembre 1954), date du début de l'insurrection algérienne, déclarée du côté français « événements d'Algérie », tardivement reconnue comme guerre d'Algérie et revendiquée du côté algérien comme lutte de libération nationale, l'historiographie de cette période, a connu ces deux dernières décennies, un renouvellement des objets, des questionnements et des approches. Cette dynamique de recherche, d'analyse et d'interprétation est globalement portée par une jeune génération d'universitaires et de chercheurs qui, sans se démarquer de la génération précédente, la renouvelle en grande partie. La génération de l'après-guerre avait posé les cadres généraux de l'histoire des années 1950 ; elle avait d'une certaine manière « dégrossi » et « débroussaillé » l'histoire de ces années de feu, le plus généralement à travers de larges panoramas, de grandes « fresques » qui balisaient toute la période, mais plus rarement à travers des travaux ponctuels, qui focalisant sur les principaux acteurs, à partir de biographies, de portraits et d'engagements contextualisés.

Il y a sans doute de grandes continuités des approches, des méthodes et de l'exercice du métier d'historien, que ces jeunes historiens mettent en œuvre, avec ceux de leurs prédécesseurs dont ils se sont nourris intellectuellement.

Cependant il est indéniable que tant les catégories sociales concernées que les thématiques abordées marquent, sinon un basculement, du moins un glissement notable dans les objets, les questionnements, les points de vue et les perspectives d'analyses développés.

Nouvelle génération, nouveaux regards

Il y aurait ainsi à revenir sur la sociologie des groupes concernés par l'un et l'autre moment historique, entendu comme espace temps générationnel d'identifications et de référenciations, traversé par la même respiration idéologique. Les historiens de la fin de la guerre d'Algérie apparaissent tous plus ou moins liés au contexte de la guerre. Nombre d'entre eux sortent d'une matrice qui revêtait, par certains côtés, les formes d'une guerre civile. Ils se sont trouvés d'un côté ou de l'autre de l'affrontement, plus ou moins impliqués, plus ou moins engagés, voire parfois acteurs, même si les uns et les autres ont objectivé leurs positionnement et leur situation. Les plus jeunes – ceux qui s'intéressent à cette guerre qui date déjà de plus de cinquante ans, apparaissent plus distanciés, en tous les cas moins impliqués dans les enjeux politiques et mémoriels. Il serait intéressant à cet égard de revenir sur les trajectoires sociales de ces jeunes femmes et jeunes hommes qu'apparemment rien ne prédisposait à se passionner pour cette guerre coloniale qui paraissait occultée, dans le temps long, par des conflits plus actuels et plus clivants. On s'apercevrait très vite alors que beaucoup d'entre eux n'ont pas un rapport de très grande proximité à tout ce qui a concerné cette guerre et que, socialement, ils ne sont pas également issus de milieux fracturés par la guerre et ses conséquences.

Il y a sans doute un effet propre de cette histoire commune où les mémoires familiales et de groupes sont plus que jamais présentes et revivifiées par des instrumentalisation nostalgiques, le plus souvent revanchardes. Cependant force est de le constater : l'intérêt porté à un tel champ d'études et de recherches, et l'attachement à une connaissance d'une histoire partagée, dans un contexte où travailler sur l'histoire coloniale et la guerre n'est pas très gratifiant notamment pour les jeunes dits « issus des immigrations », dans une situation de crise où les jeunes diplômés pensent surtout à s'insérer économiquement, ne se démentent pas chez une grande partie de la jeune génération, universitaires et autres jeunes issus de générations de crises.

Ce contexte de crise, ajouté à la faiblesse du recrutement universitaire ciblant l'histoire coloniale, pour contraignant qu'il soit, n'a pas en effet, pour autant, limité l'intérêt et l'attention des jeunes pour le champ de l'histoire de la guerre d'Algérie de ce côté-ci de la Méditerranée. Nombre de jeunes femmes surtout, mais aussi de jeunes hommes, français ou franco-algériens, ont pris à bras le corps cette histoire partagée, avec curiosité et rigueur, en s'appuyant sur de nouvelles sources et une ouverture relative

des archives, et ceci souvent de manière décomplexée et iconoclaste. De l'autre côté de la Méditerranée, la prégnance de l'imposition idéologique d'une histoire narrée par un parti unique longtemps hégémonique, nourrie par une inflation de productions autobiographiques le plus souvent hagiographiques et transmise par un système scolaire et universitaire sous influence et contrôle, n'a pas permis le développement conséquent d'une approche, sinon objectivée, du moins déliée de ses présupposés cryptonationalistes ; même s'il y a eu, ici ou là, des travaux – comme en témoignent quelques communications livrées ici – qui s'inscrivent dans une perspective de critique par rapport à la doxa dominante. Ces jeunes universitaires et chercheurs des deux bords de la Méditerranée cherchent ainsi à comprendre les faits, à mettre au jour les occultations et certains points aveugles de l'histoire tumultueuse des relations franco-algérienne et à déconstruire les romans nationaux.

C'est sans doute là une des caractéristiques singulière de cette jeune génération, celle de travailler et de s'interroger sur des faits précis, sur des contextes particuliers, sur des événements jusque là cachés ou rapidement évoqués par leurs aînés. Sans aller jusqu'à affirmer que nous avons là une entreprise de micro-histoire, que l'on peut légitimement opposer à une forme de macro-histoire, force est de constater qu'en réinterrogeant certains travaux devanciers, en s'attaquant à quelques points aveugles de l'histoire de la guerre et de ses fondements, ces jeunes historiens font œuvre de novation méthodologique, analytique et interprétative.

Pour autant les ruptures ne sont pas complètement affirmées et tout se passe comme si la recherche historique se trouvait dans un moment où le basculement n'est pas encore total, quelque peu en suspens, à la croisée des générations. Sans doute des avancées sur le chemin de la compréhension et de la mise au jour, de nombre de « mensonges d'États », de faits occultés, ont ils été préparés tout à la fois par des historiens engagés, dans la continuité du souffle des luttes anticoloniales, par les interrogations de militants post-soixante huit, choqués et interloqués par l'assourdissant silence devant les faits de répression avérés, développés sur le territoire métropolitain. Il aura fallu en effet attendre quelque trois décennies pour voir mettre au jour les mécanismes de ce qui est apparu comme un massacre d'État – la répression des manifestations d'octobre 1961 – et plus de temps encore pour que les questions de la torture, du rôle de la justice, de la répression aveugle, des responsabilités des différents acteurs de la guerre dans celles ci, soient reposées dans l'espace public, à partir de travaux de jeunes historiennes et historiens, fondés sur de nouvelles archives et de nouveaux témoignages. Dans le même temps la question des archives, si elle a également relativement avancé, n'en reste pas moins, en fonction des contextes, toujours prisonnière des logiques et intérêts d'État.

Si les travaux réunis ici peuvent être retenus comme un échantillon représentatif de ces nouvelles orientations, ils ne visent pas (et c'est ce qui sans doute les inscrit dans une filiation de rigueur, dans la lignée des travaux

des historiens de première génération) à restituer des vérités, à dénoncer les logiques répressives consubstantielles au fait colonial, mais à comprendre au plus près les causes et les raisons des faits advenus. Le résultat en est plus que probant et témoigne réellement tout à la fois de la nouveauté des interrogations mais aussi d'un approfondissement des questions sur lesquelles on pensait que l'essentiel avait été dit.

Sans bouleverser les connaissances sur la guerre, ces travaux apportent de nouveaux éclairages sur la compréhension de celle-ci à travers aussi bien le temps long que le temps particulier. Ces interrogations et analyses à la fois en diachronie et en synchronie se conjuguent dans un questionnement renouvelé sur des dimensions, sans doute traitées jusque là, mais faiblement convoquées dans l'économie générale de la guerre. Ainsi en est-il de la dimension internationale. Les approches ici sont allées au-delà des pays – les grandes puissances – traditionnellement concernées. Elles ont en outre tenté pour certaines d'aller plus au fond sur les mobilisations, les enjeux, les intérêts, en cours dans le moment dans tel et tel pays. La novation de ces actes se retrouve également dans l'attention portée aux opinions publiques, à la communication, au rôle de l'édition de l'imprimé, aux idéologies et représentations des acteurs de la confrontation, à l'effet des rapports sociaux de sexe dans les luttes. La question des mécanismes propres aux actes de guerre et aux modalités spécifiques de la répression, est portée ici par un regard renouvelé nourri par le comparatisme et la prise en compte rétrospective des effets de la guerre d'Algérie sur les politiques dites antisubversives qui ont eu cours depuis. Les protagonistes de la confrontation sont resitués aussi bien dans les contextes que dans leurs trajectoires sociales. Certaines études descendent ainsi jusqu'à la région, la ville, le village sous forme de monographies, apportant un nouveau regard local et plus territorialisé sur le conflit. La dimension mémorielle est également revisitée non seulement dans une perspective intergénérationnelle, dans ce qu'elle traduit comme recompositions identitaires, mais aussi dans ce qu'elle redéfinit comme pouvoirs et imposition idéologique.

Transparaît ainsi dans ces différentes approches une vraie dimension multidisciplinaire qui ouvre de nouvelles portes sur d'autres manières de traiter la guerre d'Algérie, dans une optique sociologique, politiste, anthropologique où l'histoire ne perd pas ses droits. Une des nouveautés aussi est que ces recherches ont profité de l'ouverture progressive des archives et de la publication de nombreuses mémoires d'acteurs et s'appuient ainsi plus largement sur de nouvelles sources. Certaines proviennent des archives militaires, des archives nationales, des archives d'outre-mer ou de la préfecture de police de Paris, d'autres de fonds moins sollicités comme les archives nationales algériennes, les archives du Comité international de la Croix Rouge, les archives britanniques ou celles d'autres pays, ou encore de certains fonds privés.

Les fondements de la guerre : le temps long

On le voit, il y a dans ces travaux de jeunes historiens, une vraie démarche novatrice. Ceux-ci se laissent entrevoir dans le traitement des racines de la guerre. Celle-ci est abordée dans une perspective de temps long, de remontée aux causes premières et déterminantes dans sa genèse et son déroulement. En revenant sur des questions travaillées par les historiens de la première génération, les textes présentés dans la première partie de l'ouvrage ont ceci de novateur, qu'ils visent à re-questionner le temps long à partir des marges. Ils se sont attachés à jeter plusieurs éclairages à partir de thèmes et problèmes qui semblent périphériques mais qui n'en révèlent pas moins de nouvelles perspectives de compréhension des questions centrales, des enjeux fondamentaux du moment et de leurs effets sur le long terme. Les travaux sur les fondements de la guerre permettent ainsi de réinterroger le contexte géopolitique des prémices de la colonisation, la construction des représentations de l'autre étranger conquérant, à travers la question de l'islam et des racines de la violence et de la contre-violence, la fabrication des identités, la dimension territoriale des effets d'imposition de l'ordre colonial.

Le texte de Mohand Oualid, en interrogeant la prise d'Alger du point de vue des rivalités inter-impérialistes pour le partage du monde, montre que celle-ci n'a pas été sans remous et oppositions au sein des chambres britanniques. En focalisant l'approche sur l'opposant le plus résolu à la prise d'Alger, Lord Aberdeen, ministre des Affaires étrangères des gouvernements tory, Wellington (1828-1830) et Peel (1841-1846), il éclaire ainsi les conditions de l'acceptation britannique de l'occupation – sous tendue par l'idée de « mission civilisatrice » de l'Occident – qui ne remettait pas en cause sa domination sur l'Égypte et ses autres colonies, voire qui pouvait la conforter. Il amène à resituer l'occupation dans un contexte plus général qui aura des effets lointains, notamment au moment de la guerre elle-même.

Revenant sur le caractère religieux des mobilisations de la résistance contre le colonialisme dans sa phase d'installation, caractérisé par les conditions de mobilisation des jeunes combattants « moussebelines » (volontaires de la mort), ceux qui font don de leur vie pour la cause, identifiée à celle de Dieu, Mouloud Haddad apporte une distinction que l'on retrouve dans la lutte de libération algérienne, souvent expliquée superficiellement et rapidement par les motivations religieuses. Il interroge en cela la dimension de transversalité du mobile religieux dans la lutte anticoloniale. Relativisant ce caractère, il conclut qu'aussi bien dans le passé que dans le contexte de la guerre d'Algérie, la seule motivation religieuse ne peut expliquer à elle seule la mobilisation des « moussebilines », des combattants qui font don de leur vie « à la patrie ».

La question des idéologies mobilisatrices, contestatrices de l'ordre colonial, est centrale dans les prises de conscience de la domination coloniale et de la résistance à celle-ci. Ces idéologies ne sont pas cependant toujours

cohérentes. Il en est ainsi du mouvement anarchiste en Algérie au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, révélateur de certaines représentations pratiques « paradoxales » d'Européens en situation coloniale, comme s'est attaché à le montrer le doctorant Philippe Bouba. Celui-ci passe en revue la presse anarchiste pour montrer comment s'opère le découplage des mots d'ordre et revendications anarchistes : aucune remise en cause de l'Algérie comme territoire français, mais un violent réquisitoire contre la colonisation, le code de l'indigénat, « code de la matraque », et contre l'autoritarisme des colons. À dominante de recrutement européen, le mouvement anarchiste, même dans sa dénonciation de l'ordre colonial, n'a pas d'effet sur les indigènes, sans doute à cause de faiblesse de la diffusion de ses idées en dehors des villes et une idéologie qui rejette radicalement la religion.

C'est au milieu rural, peu pénétré par les idées qui viennent de la ville, que le jeune docteur Julien Fromage s'intéresse. Il apporte à cet égard un nouvel éclairage sur le rôle de la fédération des élus musulmans (FEMA créée en 1927 et élargie en 1930 avec la création des trois fédérations départementales d'élus) qui à son apogée revendique 4 400 membres et recueille les suffrages de 200 000 électeurs. Avec plus de 300 actions contestatrices enregistrées dans l'est en 1930, elle tente selon le chercheur de construire un discours historique positif de la nation algérienne en opposition dialectique au discours historique colonial. En s'intéressant à leurs actions en milieu rural, le jeune chercheur montre comment ils contribuent à nourrir le patriotisme rural. En montrant sur la base d'archives et de documents le fait que leur action, restée quelque peu méconnue, allait aussi dans le sens de l'anticolonialisme et du nationalisme, il les caractérise comme le « chaînon manquant entre anticolonialisme et nationalisme » et comme un « acteur clé de la massification et de la modernisation des pratiques politiques algériennes des années 1930 ». Ce mouvement connut un fort développement associatif. De six cercles-sections en 1933, il va en contrôler 52 en 1939 dont un tiers en milieu rural. S'il visait à constituer un « corps des citoyens algériens au sens moderne » le projet va se fracasser face au mur de l'autisme colonial en mars 1938.

Tout à fait iconoclaste est le point de vue développé par la jeune doctorante américaine Michelle Mann sur une vieille question, celle de la conscription en situation coloniale, en montrant ce qu'avaient de subversif la notion d'assimilation et certains de ses usages qui voulaient prendre au mot la colonisation et en révéler les contradictions. Cette question de la conscription posait de fait la question centrale de l'extension des droits de la citoyenneté aux sujets coloniaux. L'armée comme l'école étaient subversives en situation coloniale, dans la mesure où l'une éveillait les consciences et l'autre formait « les insurgés ». À travers les luttes et le positionnement des Jeunes Algériens, elle décrit la manière « fascinante » dont ceux-ci « transformèrent une politique impérialiste en une forme de résistance ». Au bout du compte, l'effet n'en fut pas moins probant, la Grande Guerre notamment qui vit quelque trois cent mille soldats (dont

175 000 Algériens, parmi eux 87 000 engagés et 83 000 appelés, soit quelque 4 % de la population totale et entre 26 000 à 36 000 morts selon différentes sources) et ouvriers indigènes, toutes origines confondues, passer en France, sema dans les luttes à travers la matrice prolétarienne, le ferment de la libération du joug colonial. La question de la conscription a révélé l'indépassable clivage entre sujets et citoyens, fondement d'un ordre colonial discriminatoire entre les individus. Au-delà, voire de manière consubstantielle à celui-ci, sont posées les questions de la nationalité et subséquemment celles de l'identité.

En partant d'une approche juridico-historique de la nationalité algérienne, de la colonisation aux accords d'Évian, Kamel Saidi se propose de cerner le processus de fabrication d'une identité. Le statut musulman apparaît comme le critère clivant et transversal qui sépare le citoyen du sujet et ceci même dans l'ordonnance de 1944 qui « accorde la citoyenneté dans la conservation du statut personnel ». L'assignation religieuse aboutit à des situations ubuesques. Au plan législatif, où « l'indigène » converti au christianisme demeurerait régi par son statut personnel, on avait introduit ainsi dans la catégorie « Français musulmans » une sous-catégorie dite de « musulmans chrétiens », destinée à quelques familles de Kabylie catholiques, afin de les maintenir dans le deuxième collège électoral regroupant les 9/10^e de la population mais n'ayant pas plus d'élus que la minorité européenne. Ces discriminations vont jusqu'aux rapports de genre relève Kamel Saidi ; ainsi « la femme étrangère qui épouse un indigène musulman devient française mais elle ne peut acquérir le statut personnel de son mari » ; de même, « selon la loi de février 1947, la femme étrangère qui acquiert la nationalité française par le mariage avec un indigène musulman ne jouit pas des droits de citoyenne ». Ces enfermements n'ont de pendant que la réaction algérienne post-indépendantiste. « Une autre idée de la ségrégation démarre avec les accords d'Évian » note Kamel Saidi, accords qui rendent apatrides la catégorie des israélites du sud algérien non touchés par le décret Crémieux ». Le code de la nationalité algérienne, passé le délai d'option prévu à l'article 9, va lui-même exclure une bonne partie des Européens d'Algérie de la nationalité, comme en témoigne le cas du poète algérien Jean Sénac à qui va être refusée la nationalité algérienne. Ces impositions des identités par le haut, qui ont éludé « la question de qu'est ce qu'un Algérien au profit de qui est Algérien », ont nourri un malaise identitaire, source de contestations ininterrompues et dont la violence n'a d'égal que le déni de citoyenneté.

Ce sont bien ces assignations identitaires, éminemment politiques, qui sont questionnées par le texte d'Akos Ferwagner, maître de conférences à l'Université de Szeged en Hongrie. Ce texte traite de Jacques Chevallier, le maire emblématique d'Alger – qui prit à l'indépendance la nationalité algérienne – et de ses relations avec ses compatriotes musulmans. Le chercheur met à jour, dans le contexte des lendemains de la Seconde Guerre mondiale et dans les années 1950, la complexité des relations entre communautés, plus précisément entre personnalités, groupes, partis et

leaders d'opinion. Ouvert au dialogue avec les musulmans puis avec les nationalistes algériens (élu maire d'Alger en 1953 il choisit comme adjoint un nationaliste maître Kiouane), Jacques Chevallier témoigne dans ses positionnements d'une voie, celle des libéraux, qui se sont essayés à établir des contacts, à prendre langue, avec les leaders musulmans, « les demi-rebelles », voire à construire une autre alternative que celle des jusqu'aboutismes coloniaux. Il rencontre ainsi une vive opposition à sa demande de transformer l'Assemblée algérienne en parlement. Il fait partie de l'intergroupe des libéraux avec comme président Raymond Laquière et vice président Abderrahmane Farès, et soutient Blachette en raison « de sa position libérale dans le problème musulman ». Dans son entreprise d'établir des liens et de réformer le système colonial verrouillé, J. Chevallier ne trouva pas que des alliés dans les deux bords des protagonistes de la confrontation qui se radicalisait. S'il eut ici ou là des encouragements voire des engagements, notamment de la part des centralistes et de quelques élites musulmanes comme Boudjema Ould Aoudia, Ibazizen, Lakhdar Brahimi, Abderrahmane Farès, les nationalistes radicaux et les communistes n'ont pas « accepté avec joie, note Akos Ferwagner, le succès électoral des libéraux ». Cette personnalité, au caractère « non figé » avec les engagements et les arrières pensées qui l'animaient, a participé à toutes les tentatives du côté colonial pour sauver « ce qui pouvait l'être » dans un contexte de radicalisme et d'autisme généralisé, comme en témoignent ses engagements dans l'acmé des violences de l'été 1962.

La guerre, ses prémices, ses développements

Emmanuel Blanchard, jeune chercheur et enseignant, en contribuant à faire resurgir hors de l'oubli le massacre de six Algériens et d'un Français lors de la manifestation du 14 juillet 1953 à Paris, s'est interrogé pourquoi, a contrario du « 17 octobre 1961 » ou de Charonne constituées en véritables « lieux de mémoire », cette journée dramatique, du 14 juillet 1953 reste aujourd'hui encore « portée disparue ». Un film, « Les balles du 14 juillet 1953 » de Daniel Kupferstein, vient toutefois de mettre au jour cette emblématique journée. Il conclut qu'au-delà des violences exceptionnelles où la police parisienne continuait de traiter les manifestants algériens avec les méthodes utilisées par l'armée contre les ouvriers grévistes de la fin du XIX^e siècle, et au-delà du « mensonge d'État » et de l'ordonnance de non-lieu rendue en octobre 1957, c'est dans un certain nombre de manifestations et conflits – comme ceux de mai 1951, de mai 1952 qui vit la mort par balle d'un Algérien, ou encore de décembre 1952 à Casablanca et Tunis contre l'assassinat de Ferhat Hached – que s'inscrit cet événement et que s'est constitué l'oubli du 14 juillet 1953. L'événement ne put être intégré à la geste d'un FLN qui, vainqueur d'une lutte mortelle et fratricide avec les partisans de Messali Hadj, voulut apparaître comme la première et seule

organisation à avoir porté le fer contre la puissance coloniale. Au-delà, l'événement a mis en exergue la montée du nationalisme algérien et l'inévitabilité de la guerre.

Les recherches de Nedjib Sidi Moussa, docteur de l'Université Paris I, dont les travaux portent sur le messalisme, autre vaincu longtemps occulté de l'histoire, ont mis en lumière l'engagement précoce des femmes algériennes dans le mouvement national avec la création, en juillet 1947, de l'Association des femmes musulmanes algériennes (AFMA) – présidée par Mamia Chentouf, fille d'un dirigeant et élu MTLN, El Abdli Aïssa – et l'apparition de la rubrique « La Musulmane algérienne » dans *L'Algérie Libre*. L'organe du MTLN va non seulement relayer l'activité caritative de l'AFMA mais aussi se faire l'écho des actions de Bint El Nile, l'organisation féministe égyptienne dirigée par Doria Shafik, ou revenir sur le parcours de la féministe indonésienne Raden Ajeng Kartini. Dans un contexte où les voix féminines sont ténues, tout ceci témoigne de l'affirmation des luttes de femmes dans l'espace public. Cette affirmation, note Nedjib Sidi Moussa, « est perturbée » par la répression qui touche autant les femmes que les hommes à partir de novembre 1954. La montée des femmes dans les luttes syndicales, politiques et dans la participation à la guerre est également freinée de l'intérieur nuance-t-il, par le modèle patriarcal qui prévaut dans les rapports intrafamiliaux et chez les responsables militants hommes, comme en témoigne la trentaine de lettres de contestations adressées à Messali Hadj dans la période.

C'est à une deuxième occultation des femmes dans la révolution algérienne, celle des françaises porteuses de valise, que s'intéresse Charlotte Gobin de l'université de Lyon 2. Cette occultation relève de plusieurs facteurs, entre autres le patriarcat là aussi, qui assigne des places reléguées à l'arrière. « Les femmes ne sont pas considérées comme actrices du conflit ». Cette dimension métropolitaine de la guerre, qui est quelque peu secondarisée, procède également de rapports de pouvoirs dont la catégorie analytique « de genre » révélerait les mécanismes. Décortiquant les fiches de police de militant(e)s, la chercheuse met au jour la participation dans un seul réseau de « dix-neuf femmes et douze hommes européens qui sont soupçonnés d'aider le FLN ». Sur les membres arrêtés du réseau Flore, elle relève que « l'on compte huit femmes et cinq hommes européens ». Elle s'attache alors à déconstruire les représentations qui ont cours et qui expliquent, justifient ou stigmatisent ces engagements : « des femmes européennes aux côtés des Nord-Africains », suggérant par là l'incongruité voire l'iconoclastie d'un tel lien. S'appuyant sur des entretiens de militants et de responsables qui développent une vision androcentrée du militantisme « dans les réseaux qui aidaient, affirmait Ali Haroun, responsable fédéral du FLN, c'était d'abord les hommes qui avaient eux-mêmes leurs relations, leurs amies, leurs parentes, leurs épouses... » La chercheuse pointe certains stéréotypes qui perdurent : « L'engagement des femmes est toujours considéré en regard de celui de l'homme », l'inverse n'étant jamais posé lors même que

certains hommes sont entrés en militantisme par l'intermédiaire de leurs femmes. Elle relève que les rapports de hiérarchie-domination, s'ils reproduisent le modèle patriarcal, « se fabriquent » à l'intérieur même des réseaux. Sa recherche appelle à approfondir cette question dans une perspective d'approche intersectionnelle prenant en compte, la classe et l'appartenance ethnique.

Les travaux de Moula Bouaziz sur la wilaya III, en se focalisant sur la guérilla et la lutte dite antisubversive, sont rentrés dans le vif du sujet de la guerre, en mettant au centre le cycle répression-résistance et comment les deux éléments se nourrissent l'un de l'autre. Fondée sur une double action, « destruction des insurgés et formulation d'une politique globale à l'égard de la périphérie » des populations concernées, cette stratégie qui évolue en fonction des hommes, du contexte et des territoires s'avère peu concluante car faiblement informée, en dépit d'études nombreuses et d'une collaboration avec des spécialistes anthropologues, psychologues et sociologues sur les populations concernées. Moula Bouaziz déroule toutes les modalités de l'action de l'armée pour gagner les populations déclarée attentistes à 70 % au début de la guerre. Il y a, au départ, l'action psychologique menée par le bureau de l'action psychologique de l'armée qui vise à « gagner le cœur des populations ». Cette méthode ira en s'adaptant aux circonstances et en se sophistiquant. Elle montre très vite ses limites et va cibler les territoires, villages, tribus. On passe à la menace et à l'intimidation qui « deviennent la norme ». Puis interviennent les punitions collectives, voire la vengeance portée sur les villages entiers, objets de châtiments. Mise en scène macabre sur les places publiques, criminalisation et meurtres de civils accompagnent les actions dites de pacification. Les stratégies concurrentes de contrôle des populations « autorisent et dévoilent du même coup des violences extrêmes » que recense le chercheur à travers les archives. Moula Bouaziz revient dans ses propos sur le rôle de certains officiers comme Charles Lacheroy, chef de service de l'action psychologique, le colonel Argoud ou l'officier de la guerre contre-révolutionnaire David Galula très en vogue sur les campus américains et dont les méthodes seront reprises par Petraüs en Irak et en Afghanistan. Son action s'est déroulée à Aït Mimoun en Kabylie (wilaya III) où la bonne volonté du jeune capitaine est gênée par une réalité sociale et politique plus complexe qu'il n'apparaît. La méconnaissance sociologique du terrain, particulièrement des antagonismes sociaux, le contraint à la formulation d'hypothèses fonctionnalistes qui altèrent son analyse et accentuent les violences contre les populations.

En écho et complément, la chercheuse Marnia Lazreg de la City University of New York précise et approfondit dans son texte les cadres de la théorie de la « guerre contre-révolutionnaire ou anti-subversive » par les militaires français de l'action psychologique (5^e Bureau). Elle met en exergue la nouveauté du caractère du conflit et ses exigences nouvelles, elles aussi entendues comme de nouvelles modalités de lutte, de contrôle, voire plus loin de production d'un ordre et un homme nouveau. Distinguant

l'organisation militaire du savoir de l'organisation du savoir militaire, elle montre comment sont mis sélectivement « par bricolage », au service d'une stratégie de contrôle des populations, les savoirs des sciences sociales et humaines. Fondé sur « des fragments de connaissance, de matériaux empruntés à la psychologie sociale, à la physiologie des instincts, à l'anthropologie coloniale » fut mis en place « un véritable projet d'ingénierie sociale » visant à produire « le sujet colonial nouveau ». En conformité avec la création « d'un ordre nouveau » ce projet trouva son application avec la circulaire de 1957 du général Salan et son application au Quartier Warnier.

C'est précisément à ce programme que Denis Leroux, doctorant à la Sorbonne, s'intéresse. Sa recherche porte sur le quartier en question, celui de Warnier (Ouled Farès, W. Chlef), qui a fait l'objet d'une opération de guerre contre-révolutionnaire pendant la guerre d'Algérie, « l'opération Pilote », avec un centre de « rééducation » érigé en véritable « laboratoire » de « lavage de cerveaux » et de « retournement » des prisonniers de guerre. Ce sont les officiers du bureau psychologique de l'État-major et l'ethnologue Jean Servier qui mettent en place l'opération et disposent de crédits spécialement accordés par le ministre résident, Robert Lacoste. L'opération « Pilote » est selon Denis Leroux le pendant rural et non médiatisé de la bataille d'Alger, elle-même déjà considérée comme une opération pilote. La circulation de l'expérience entre ces deux opérations est importante et tellement dense que l'on peut difficilement les distinguer. Il est donc judicieux selon lui de parler d'une seule et même modalité de la grande répression de 1957, marquant durablement les méthodes de l'armée française en Algérie. On retrouve là les mêmes interactions répression/résistance observées par Moula Bouaziz pour la Kabylie. Denis Leroux relève ainsi que la « guerre révolutionnaire » et l'action psychologique « s'avèrent comme une violente opération d'ingénierie sociale, masquant et nourrissant le soutien populaire au FLN ».

S'interrogeant sur l'intentionnalité des politiques du regroupement de populations rurales, Fabien Sacriste de l'université de Toulouse est revenu sur cette réalité massive de la guerre, qui a conduit au déplacement et au placement dans des camps de plus de deux millions d'Algériens. Il discute à partir de nouvelles archives et documents, les deux thèses qui prévalaient dans l'explication des logiques en œuvre, celle de Cornaton pour qui l'intention première de la mesure est militaire (c'est une stratégie de lutte contre le FLN) et sécuritaire (c'est un moyen de contrôler les populations) et celle de Bourdieu et Sayad, pour qui, c'est le développement du capitalisme colonial, l'économie moderne qui déstructure les communautés paysannes. Pour Cornaton le « déracinement » est la conséquence de ces actions militaires. Son point de vue s'oppose ainsi à celui de Bourdieu et Sayad qui voient dans le regroupement l'ultime tentative d'un État colonial soucieux de « déraciner » les ruraux, de briser leurs traditions, pour mieux imposer un autre modèle sociétal (et par là-même, s'imposer à eux). La distinction imposée entre le regroupement provisoire (opérationnel) et le

regroupement définitif, pose selon Sacriste les bases d'un cadre qui perdure jusqu'à la fin de la guerre – et trouvera son achèvement dans le programme des « Mille Villages » mis au point par Paul Delouvrier en 1959.

Settar Ouatmani, de l'université de Béjaïa (Algérie), s'est intéressé quant à lui à des archives privées de la zone III de la wilaya III. Ces archives lui permettent d'établir un état des lieux des finances de la wilaya qui ont constitué une source de conflits internes à la wilaya, et des combattants en Kabylie. Ces archives permettent notamment de révéler la réalité de l'évolution du nombre de combattants sur les dernières années de la guerre. À la veille du cessez-le-feu, le nombre de combattants s'élevait selon ces archives, pour l'ensemble de la Wilaya, à 2 756, ce qui est loin du chiffre de juillet 62 où on comptabilise 11 980 personnes faisant partie des effectifs de la wilaya III. Ce dernier chiffre ne peut se comprendre selon le chercheur qu'à la lumière des effectifs des prisonniers libérés qui ont rejoint la wilaya, voire de ceux des nouveaux engagés, communément appelés « marsiens ». Le nombre de 2 756 « djoundis » soldats est également à rapporter à celui qui prévalait trois ans avant la guerre, soit une dizaine de milliers de combattants, ce qui éclaire les pertes énormes de combattants durant les opérations « Challe ». Ces observations amènent le chercheur à conclure qu'à la veille de cessez-le-feu, le FLN a perdu l'essentiel de sa force militaire à l'intérieur du pays, mais sa présence sur le terrain perpétue néanmoins le climat de la guerre. Ce qui fait porter les débats sur les erreurs stratégiques du commandement de la Wilaya et notamment du colonel Amirouche dont Moula Bouaziz révèle par ailleurs dans sa thèse qu'il a organisé, contre toute logique de guerre révolutionnaire après 1958, une partie de ses troupes en « bataillons de choc ».

Dans la même perspective, c'est sur la formation militaire des combattants de l'ALN que s'est focalisée la recherche de la doctorante Saphia Arezki. Au 1^{er} novembre 1954, ils sont une poignée d'hommes, moins d'un millier, à déclencher simultanément des attentats sur tout le territoire algérien. Au moment du cessez-le-feu, en mars 1962, ce sont selon elle près de 22 000 hommes qui stationnent à la frontière tunisienne et 10 000 du côté marocain, formant l'armée des frontières, embryon de la future Armée nationale populaire (ANP) algérienne. Sans doute faut-il rapporter ces chiffres à ceux qui sont dans les maquis à la veille du cessez-le-feu (plus ou moins deux mille combattants par wilaya soit entre 12 000 et 15 000 hommes si l'on y compte les moussebiline). Faut-il aussi les comparer à ceux que François-Xavier Hautreux analyse dans sa contribution portant sur les différentes catégories de supplétifs de l'armée française (il en distingue cinq), dont les harkis, soit quelque 120 000 hommes, hors effectifs des engagés et appelés algériens qui représentaient à eux seuls quelque 45 000 soldats, soit autour de 180 000 Algériens sous le drapeau français pendant la guerre. Saphia Arezki indique que la formation des combattants de l'ALN est dirigée par les déserteurs de l'armée française qui forment la plus grande partie de l'encadrement, les taux de désertion

restant faibles tout au long de la guerre selon d'autres sources qui les évaluent à moins d'une centaine par an. Elle relève cependant qu'à partir de la fin des années 1950, ils sont rejoints par les stagiaires qui sont de retour du Moyen-Orient. Elle précise que, ponctuellement, des coopérants militaires étrangers ainsi que des instructeurs, notamment chinois, se trouvèrent aux frontières afin d'aider les cadres de l'ALN dans leurs tâches de formation et d'encadrement des combattants. L'implication de l'Union Soviétique dans la formation militaire sur place semble avoir été limitée. Elle conclut que si le but premier des formations qui se mettent en place à partir de 1956 est de former des combattants et des cadres militaires opérationnels tant sur le terrain que dans les camps d'entraînement frontaliers (le centre de Mellègue est ouvert fin 1957 et la formation se diversifie selon les pays amis), les enjeux de la formation sont plus larges que l'objectif militaire stricto sensu, que ce soit, dans une perspective d'élargissement du soutien au niveau international à la lutte ou, dans le long terme, dans une perspective de visions de l'Algérie indépendante.

Afin de dépasser les données parcellaires, éclatées et de comprendre les événements dans une perspective locale, Dahmane Nedjar, historien et journaliste, plaide pour des monographies de territoires de la guerre qui soient situées historiquement et référencées par des travaux, témoignages et entretiens locaux. Il revient ainsi sur la région des Aurès, berceau de la résistance au colonialisme à l'image de la Kabylie, et relève le paradoxe d'un territoire « peu abordé par les auteurs traitant de la guerre d'indépendance algérienne » ; Il pointe les occultations, comme les impositions idéologiques ou les obstructions à l'écriture de l'histoire, notamment de la part de Boumediene lui-même, et montre que l'Aurès n'a pas fonctionné comme isolat, séparé du reste du pays. Les mêmes idées, les mêmes mouvements intellectuels, les mêmes actions partisans ou associatives qui traversaient le pays se retrouvaient dans les Aurès. Il appelle à dépasser les revendications partisans univoques et exclusivistes du nationalisme et à ouvrir de nouveaux chapitres de l'histoire de la lutte de libération nationale dans la région, notamment après la mort de Ben Boulaid. Beau programme d'une histoire locale, distanciée des impositions des pouvoirs, à relativiser cependant dans une situation de monopole, de fermeture des archives et d'autoritarisme.

La dimension internationale de la guerre

Les apports les plus novateurs concernent ainsi la dimension internationale de l'appréhension de la lutte des Algériens, les aspects internationaux de la guerre d'Algérie. Laszlo Nagy, de l'université de Szeged, montre comment la Hongrie a aidé le FLN avec l'existence d'un poste émetteur radiophonique en langue arabe à Budapest dès les années 1950. Depuis exactement mai 1954 fonctionnait en effet un poste « Sawt El

Istiqlal » qui informait sur les luttes au Maghreb. Il rappelle que, faisant jouer des arguments divers, notamment l'admission de la Hongrie à l'ONU, les pressions françaises aboutirent à faire fermer le poste en octobre 1955.

Mickaël Gamrasni de Sciences Po Paris, qui a participé au colloque, s'est lui intéressé aux « malentendus » des relations franco-américaines, de 1958 à l'indépendance algérienne. Il caractérise ces relations entre 1954 et 1958 comme celles du juste milieu, les États-Unis ménageant la France tout en défendant les aspirations nationalistes. Puis celles-ci à partir de 1959 révèlent la montée de pressions fortes et continues – rencontre Eisenhower/De Gaulle en septembre 1959 – jusqu'au moment où le secrétaire américain Christian Herter poussa De Gaulle, selon le jeune chercheur, à formuler en novembre 1960 sa déclaration qui allait plus loin que celle de juin 1960, sur « l'Algérie algérienne ».

Roland Lombardi met au jour un aspect très méconnu de la guerre d'Algérie, à savoir l'implication d'Israël aux côtés de la France. La guerre d'indépendance algérienne n'a pas laissé, selon le jeune chercheur, l'État d'Israël indifférent. En premier lieu parce que, lorsqu'elle éclate en novembre 1954, l'État hébreu est le partenaire géostratégique et économique privilégié de la France. Ensuite parce que, très vite, l'importante communauté de confession juive (130 000 âmes, la communauté juive la plus importante du monde arabe) vivant dans les départements français d'Algérie s'est sentie menacée, en dépit des signaux positifs des nationalistes au début de la guerre. Le jeune chercheur montre ainsi comment les Israéliens vont œuvrer sur le territoire algérien même, dès le début des années 1950, afin d'observer et de jauger cette communauté. Puis, comment ils vont, avec le début des troubles, protéger, encadrer, former voire parfois diriger directement les groupes d'autodéfense juifs dans des villes comme Alger, Oran ou Constantine – Il cite par exemple le témoignage d'un agent du Mossad expliquant dans le journal *Maariv* en 2005, qu'il a conduit des représailles contre des Algériens après un attentat. Il révèle comment David Ben Gourion essaiera de convaincre De Gaulle de garder l'Algérie, comment le Mossad a réagi aux tentatives d'approche de l'OAS, comment certains groupes de juifs ont rejoint l'OAS ou encore, lors de l'indépendance, comment les Israéliens essaieront, enfin, de prendre contact avec des modérés du FLN.

Le jeune chercheur italien Andrea Brazzoduro s'est intéressé à la gauche italienne, à son opposition à la guerre et à son aide aux Algériens, en traitant notamment du rôle de Giovanni Pirelli. Il relève que trois dimensions déformées et déformantes semblent caractériser le regard italien sur la lutte algérienne ; celui d'abord du *miroir des luttes qui traversent la gauche française*, un élément qui découle de la subalternité du PCI au PCF sur la question algérienne. Celui d'autre part du regard sur l'Algérie pour y repérer *un nouveau modèle mythique de socialisme* ; celui enfin de la place particulière de Frantz Fanon qui devient, par synecdoque, l'autre nom de l'« Algérie ». Si quelques rares intellectuels comme Giovanni Pirelli s'intéressent, à travers Fanon, aux Algériens, à leur condition et à leur lutte,

au sein de la gauche italienne le débat sur l'Algérie et sur Fanon apparaît comme un prolongement du débat interne aux courants marxistes et socialistes sur la violence dans l'histoire.

Fatima Besnaci-Lancou revient quant à elle sur le rôle de la Croix Rouge dans le conflit, sur les conditions et les objectifs des différentes missions du Comité international de la Croix-Rouge en Algérie. Au fil des missions, les délégués du comité international visitent près de 500 lieux de détention qui conduisent, selon elle, à de nombreuses améliorations des conditions de vie des hommes arrêtés, en particulier à l'établissement d'un statut particulier et de camps d'internement militaires pour les combattants pris les armes à la main (PAM). Toutefois, ces tractations ne permettent pas de mettre un terme à la pratique de la torture lors des interrogatoires de prisonniers. La publication dans le quotidien *Le Monde* du résumé du rapport de la septième mission du CICR en Algérie sur la torture amena les autorités françaises à suspendre les actions du CICR pendant un an. La question des prisonniers du FLN et de leur rapport au CICR, le cas des deux instituteurs, Dupuy et Picard, qui furent pris en charge par le CICR et libérés après déclarations officielles de reconnaissance de leur non implication dans les usages des écoles à des fins d'emprisonnements et de tortures pendant les vacances scolaires ont été évoqués. La recherche de Fatima Besnaci Lancou s'intéresse également à la postindépendance où les violences ne se sont pas arrêtées. Elle relève que le CICR qui avait signé une convention en 1963 avec le gouvernement Ben Bella recensa 2500 Harkis détenus mais ne put agir aussi bien sur les conditions de ces derniers, sur celles qui ont prévalu dans les disparitions de certains autres, que sur celles de nombreux autres harkis utilisés pour le déminage. Sa contribution interroge sur les fractures algériennes de la guerre et leurs effets qui perdurent. Elle ouvre sur des réflexions à propos des conditions de l'apaisement un demi-siècle après.

S'agissant des opinions publiques, en particulier de l'opinion française, les recherches présentées complètent et nuancent les travaux devanciers (Cf. *La guerre d'Algérie et les Français* sous la direction de Jean-Pierre Rioux). Ainsi Daniel Gordon, de l'Edge Hill University en Grande-Bretagne, apporte un regard nouveau sur le 17 octobre 1961. Son intervention se situe dans le cadre du renouvellement récent de l'historiographie sur la guerre d'indépendance algérienne en métropole et sur l'évolution des débats, entre registre moral et regard historique. En analysant la réponse de l'opinion parisienne comparée à ce qui se passait dans d'autres pays impérialistes, en la resituant dans le contexte français des manifestations antérieures au 17 octobre, et d'autres exemples de manifestations internationales de mouvements anti-impérialistes, en la rapportant enfin aux actions d'un gouvernement aux reflexes autoritaires et à celles d'une gauche très divisée par la guerre froide (par les barrières profondes de classe qui empêchaient l'unité entre la gauche communiste de banlieue et la gauche intellectuelle de la rive gauche), Daniel Gordon montre que l'opinion publique française n'a pas été si passive voire si favorable à la répression, comme cela a souvent été affirmé.

Vanessa Codaccioni, maîtresse de conférences à Paris 8, porte son attention sur la diversité des expériences communistes de la guerre d'Algérie. Elle balise l'histoire complexe de la participation communiste à la guerre en revenant sur « le double langage » du PCF : ce qu'il voulait montrer de l'anticolonialisme d'un côté et ce qu'il entendait cacher de l'autre. Elle tente une déconstruction de l'homogénéisation apparente du PCF, en montrant comment la guerre d'Algérie a travaillé en profondeur le parti communiste. Elle tire de l'analyse de ce processus trois types de transgression : celle des réfractaires à la guerre qui refusent de porter les armes et l'uniforme, celle interne qui est le fait des oppositionnels visant à modifier la ligne du parti, enfin celle « des porteurs de valise » dont l'action est tournée vers l'extérieur du Parti et qui sont dans des rapports ambigus à celui-ci et principalement à sa direction.

Tramor Quemeneur s'est intéressé quant à lui à la question des mouvements de jeunes qui se sont progressivement affirmés pendant la guerre d'Algérie contre leurs aînés, notamment à propos de la question de la désobéissance, jetant ainsi les bases socioculturelles du mouvement de mai 1968. Il montre que l'opposition à la guerre chez la jeunesse a démarré très tôt, par des manifestations en 1955 et en 1956 avec les premiers emprisonnements. Développant une perspective analytique anthropologique il en spécifie les caractéristiques dont souvent des actions individuelles en seraient le trait le plus marquant. Il en repère également les liens avec une certaine « réactivation mémorielle de la Résistance à la Seconde Guerre mondiale ». L'irruption de ces pratiques dans l'espace public au tournant de l'année 1960 marque selon lui une fracture intergénérationnelle entre aînés et puînés, qui nourrit le débat, publicise les actions et opère la jonction entre certains mouvements et organisations de jeunes et les intellectuels. Ces manifestations se transforment alors et annoncent mai 1968, autant dans leurs modalités que dans leurs formes ou mots d'ordre.

...En focalisant sur les moyens des opposants à la guerre au sein de l'édition française, Julien Hage a pris le parti d'aborder la guerre d'Algérie à travers la masse des brochures, des fascicules et des tracts, moins connus, en mettant en évidence le caractère asymétrique de la propagande autour du conflit, sa dimension de littérature d'intervention et de vecteur de combat, de politisation, ainsi que les expressions de l'avant-garde avec des mots sur la « guerre qui ne dit pas son nom » et ses horreurs. Il pointe la difficulté de la diffusion d'une « telle écriture d'urgence et d'intervention en guerre » qui va se donner à travers tous les genres et toutes les formes pour dire l'indicible. La production de tels documents a visé à informer, à rendre compte des faits et à en réunir les termes de véracité. En cela elle fait œuvre de pédagogie et lutte contre les mensonges d'État. Il souligne le rôle des avant-gardes intellectuelles, « le front éditorial » mais aussi des soldats appelés et rappelés. Là aussi, il relève en perspective l'influence de ces formes de témoignage, qui constituent en quelque sorte une « matrice » du mouvement de mai 1968. Il attire l'attention sur « l'enjeu archivistique et

historiographique de cette production d'imprimés, produite par les acteurs eux-mêmes, les réseaux, les associations et les comités ».

Mémoires, traumatismes

Revisitant les mémoires et les travaux sur la guerre, aussi bien de ce côté que de l'autre côté de la Méditerranée, Emmanuelle Comtat, docteure en science politique, situe l'analyse de la catégorie pieds-noirs rapatriés à partir des effets politiques d'un « traumatisme historique ». Elle tente de mesurer comment un bouleversement historique et social se traduit par des conséquences politiques à plus long terme. Elle cherche à faire le point sur la mémoire et les votes « pieds-noirs », multiformes, et sur ceux de leurs descendants, en montrant que les attitudes, pratiques et représentations des « pieds-noirs » sont diverses, qu'elles se déclinent différemment selon les générations et les lieux. Elle remarque qu'il y a tout de même quelques spécificités, les rapatriés sont nombreux, relève-t-elle, à avoir déjà voté FN et 44 % des sondés disent avoir déjà voté pour le Front National (FN) dans l'enquête pieds-noirs 2002. On observe, note-t-elle, que les pieds-noirs qui votent pour le FN sont les plus nostalgiques du passé colonial. Ils ont aussi, plus souvent que les autres, le sentiment que leur situation générale (matérielle et autre) s'est détériorée par rapport à celle qu'ils avaient en Algérie. Ce vote résulte donc en partie, conclut-elle, d'un sentiment de « frustration relative ». Elle relève que le traumatisme du rapatriement est aujourd'hui loin d'être totalement évacué chez l'ensemble des rapatriés et qu'un certain revivalisme « nostalgique » s'enracine dans certains départements du Sud de la France.

Le jeune docteur Emmanuel Alcaraz revient quant à lui sur les lieux de mémoire algériens de la guerre d'indépendance, en particulier concernant les figures de moudjahidines, les Européens d'Algérie et Houari Boumediène. À partir d'une analyse de la genèse historique du mouvement national algérien dans ses différentes composantes et des modalités de ses réappropriations actuelles des lieux de mémoires de la guerre, il se propose de retrouver, dans l'affirmation de ces derniers dans « l'espace public » et dans leur mise en scène ou leur institutionnalisation, les modes de légitimation politique en œuvre. Son propos tente de les restituer dans leurs contradictions afin « d'expliquer les tensions mémorielles, les oublis, et les tabous, existant en Algérie par rapport à cette guerre [la guerre d'Algérie] ». Il montre comment s'est construite une représentation officielle, expurgée et mythifiée de la mémoire, alors que dans le même temps cette mise en scène « des lieux de mémoire » participant au roman national n'occulte pas totalement les contestations et autres formes de revendications latentes, manifestes ou en devenir, qui expriment d'autres visions portées par de nouvelles générations. Il donne, à titre d'exemple de présentation officielle, la bataille de Djorf occultée jusqu'en 1990, la présentation muséale du

président Boumediene au musée du Maquam Echahid, les évolutions de l'administration de la prison Serkadji.

Lydia Aït Saadi, présente au colloque, a établi un panorama de la manière dont la guerre d'indépendance a été traitée dans les manuels scolaires algériens en montrant ce qui a changé et ce qui reste occulté. Comment le roman national se construit dans les programmes à partir des contextes et des rapports de force et comment les pédagogies en œuvre le mettent en scène.

La contribution de S. Romi Mukherjee qui porte sur « Le devenir algérien de Frantz Fanon » peut être lue comme la synthèse des questionnements ouverts sur la guerre d'Algérie et sur l'Algérie elle-même en tant qu'elle pose le problème philosophique central : « Comment devenir Algérien ? » « Pour Fanon, l'Algérie n'est pas seulement un pays, écrit S. Romi Mukherjee, mais l'indice d'une émancipation potentielle de la psyché qui instaure une nouvelle culture des liens sociaux post-identitaires. Fanon poursuit-il, gêne ceux qui veulent préserver la race comme concept personnel et sociologique. Il gêne également les Algériens eux-mêmes ». Revisitant la trajectoire de Frantz Fanon et reprenant ses œuvres majeures, l'auteur part de ses interrogations sur le colonialisme à travers les questions clés que Fanon se pose : « Comment désaliéner la subjectivité dans les conditions de déshumanisation systémique ? Comment procède-t-on dans un environnement qui contredit et nie tout court l'existence d'un tel sujet ? Comment lutter contre la réification ou la réduction de soi à un statut d'objet, si telle abjection est perpétuée dans le tissu social du monde vécu par le sujet ? » Autant de questions qui visent « à déstabiliser la narration européenne de la colonisation et ses catégories intellectuelles ». Le colonialisme est le résultat d'une aliénation qui se perpétue au niveau de l'idée elle-même, poursuit le chercheur. « Le colonialisme (...) est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence » écrit Fanon. S. Romi Mukherjee dit son malaise devant la réponse fanonienne du primat de la violence et n'en relativise pas moins la finalité, celle « d'un humanisme ou un cosmopolitisme critique qui met en cause l'humanisme occidental et ses abstractions (...) tout en gardant la catégorie de l'humain comme une catégorie herméneutique qui cherche un après Europe ». Cette voie reste toujours d'actualité dans un contexte de violences où la part de l'histoire coloniale et de ses avatars est minimisée.

Nouvelles pistes

Le colloque des jeunes historiens sur la guerre d'Algérie et ses textes livrés ici appellent à approfondir l'analyse sur le passé commun franco-algérien. « Regarder le passé c'est comprendre l'avenir », disait Sun Yat Sen. Pour les nouvelles générations, au-delà des poncifs et lieux communs des retrouvailles franco-algériennes sans cesse célébrées mais toujours attendues, il est important de déconstruire les romans nationaux et de mettre

au jour les faits dans toutes leurs dimensions. Les jeunes historiens ici et d'autres, nombreux, qui n'ont pas pu pour des raisons diverses livrer leurs travaux en cours, montrent la voie. Iconoclastes, dérangeants et lucides, ils s'attaquent à quelques points aveugles de cette histoire tumultueuse qui n'a pas encore tout livré. L'histoire est un enjeu comme l'a attesté la tentative du coup de force qu'a constitué la présentation de la loi scélérate du 23 février 2005 établissant le caractère positif de la colonisation, loi qui a joué comme un révélateur de mémoires blessées, de souvenirs enfouis, de la confrontation coloniale en Algérie. Et enjeu également de l'autre côté de la Méditerranée, où certains vieux apparatchiks en mal de légitimité, instrumentalisent l'histoire, selon les contextes et les enjeux géopolitiques. Beaucoup de choses ont été écrites sur la guerre d'Algérie, mais beaucoup de choses restent également dans l'ombre. Le retour de mémoires a tendance aujourd'hui à prendre l'histoire en otage ; les combats d'hier sont remis à l'ordre du jour souvent par les mêmes protagonistes qui étaient au cœur de la confrontation.

Il est heureux de constater que ce moment de l'histoire, un demi-siècle après sa fin, voit « la génération algérienne » au sens où l'emploie Paul Thibaud – celle marquée par l'expérience de la guerre, mais aussi la génération de la décolonisation marquée par le temps des utopies – céder le pas à la génération – oserons nous la qualifier de pragmatique, de réaliste, en tous les cas moins idéologique – qui cherche à comprendre au plus près et au-delà des idéologies et instrumentalisation les conditions de l'affrontement. Encore faut-il que celle-ci soit accompagnée. Que les conditions du travail d'historien soit données de ce côté-ci de la Méditerranée et sans doute encore plus de l'autre, avec l'ouverture des archives. Cela concerne l'abrogation par exemple de la loi du 15 juillet 2008 relative à la notion d'archives « incommunicables » et l'élargissement de la résolution du 23 octobre 2012 adoptée par le Sénat demandant l'ouverture des archives sur le 17 octobre 61, et au-delà l'ouverture de toutes les archives relatives aux guerres coloniales qui doivent échapper aux intérêts d'États ou des intérêts de groupes et de lobbies. Dans un contexte où les deux pays ont du mal à regarder leurs histoires, l'histoire commune, histoire coloniale d'un côté faite d'exploitation, de répression aveugle et de dénis de droits, l'histoire d'une lutte de libération de l'autre côté, qui a marqué le siècle mais dont la face d'ombre reste largement enfouie, les travaux de ces jeunes historiens ouvrent des voies nouvelles et, mettant le doigt sur les plaies, balisent les conditions de l'apaisement.

Les travaux livrés ici indiquent de nouvelles pistes, celles en premier lieu d'une histoire par le bas, celle de la société profonde, monde rural ou urbain des classes populaires dépossédées de l'autre côté de la rive ; celles de la société française dans la diversité de ses composantes, dans le rapport multiforme et évolutif qu'elle avait à la guerre coloniale et aux populations en colonie. En rupture avec une perspective à la Sirius, celle des approches par le haut, centrées sur les leaders emblématiques, les notables et les élites

dirigeantes ne peuvent faire l'impasse sur les dimensions subjectives des engagements. Ainsi par exemple le moment De Gaulle comme le fonctionnement du GPRA peuvent être revisités et éclairés à la lumière des nouvelles archives privées et publiques (par exemple le fonds Debré ou les fonds du GPRA). Une histoire des représentations, des imaginaires, des pratiques des groupes sociaux en présence, de ce qui a pu fabriquer une culture de la violence, représente une autre piste qu'ouvrent ces travaux. Il y a aussi à prendre en compte une histoire des intermédiations, des passerelles établies entre protagonistes et groupes, à travers par exemple « les portraits de groupe » comme ceux des « libéraux », « des centralistes », qui ont été plus nombreux qu'on ne le pense. L'examen des relations sociales, culturelles et politiques à travers les rapports sociaux de sexe, est une autre perspective ouverte par les recherches présentées ici. Un autre volet de la recherche développé ici, est celui de la nécessité de donner plus de place à la dimension internationale, tout à fait heuristique dans le cas d'espèce, en développant le comparatisme et en accédant à d'autres sources, notamment celles des pays arabes, des pays issus du bloc anciennement soviétique, des pays européens, des USA, d'Asie, voire d'autres moins mis en avant – par exemple la Suisse – où se sont joués des épisodes politiques de la guerre d'Algérie.

Il y a enfin à prendre en compte la nouveauté méthodologique dans ce qu'elle laisse entrevoir ici par l'appel à l'interdisciplinarité, à l'anthropologie, à la sociologie, à la science politique, à l'économie que l'on retrouve dans ces textes nourris par des cadres théoriques renouvelés, par le croisement des sources et les méthodes de sciences sociales. De ce point de vue, la méthode historique, dans un contexte d'inflation de productions mémorielles et autobiographiques, le plus souvent hagiographiques, a besoin d'un *aggiornamento*, dans une autonomie bien comprise des départements d'histoire et de la formation des historiens, principalement en Algérie même.

PREMIÈRE PARTIE

**LES FONDEMENTS DE LA GUERRE DANS LE TEMPS LONG
DE L'ALGÉRIE COLONIALE**

1

Aberdeen, le rejet britannique de l'expédition d'Alger

Les cabinets de *Saint-James* et les orateurs de *Westminster*

Mohand OUALID *

Longtemps ignorés, les points de vue de la diplomatie britannique sur la prise d'Alger par les Français en 1830 restent de nos jours peu étudiés et peu exploités par les historiens, surtout par ceux du colonialisme français durant le second empire. Le manque de travaux sur les réactions britanniques face à la prise d'Alger n'a en rien entamé l'intérêt pour certaines figures du paysage politique britannique de la première moitié de XIX^e siècle demandant que la France ne maintienne pas ses contingents militaires à Alger, une fois le Dey Hussein châtié de son outrage contre l'honneur de la France. Il s'agit, on s'en souvient, du célèbre coup d'éventail contre le consul Pierre Deval en mai 1827. Cet événement avait provoqué de vives réactions en France qui avait alors mis en place un blocus économique sur la ville d'Alger et son port juste après cet affront.

Chef de la diplomatie britannique lors des préparatifs de l'expédition française contre Alger, Lord Aberdeen (1784-1860), ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement du duc de Wellington (1828-1830) et de Robert Peel (1841-1846), était l'un des politiciens britanniques les plus connus pour son désaccord face à l'entreprise de Charles X et son opposition au maintien de la colonie d'Alger. Durant son premier mandat au *Foreign Office*, il n'a pas hésité à demander des garanties concernant l'évacuation de la ville d'Alger. Hélas, les exigences d'Aberdeen pour que soient respectées les promesses verbales du roi et de son ministre Polignac aux alliés se sont heurtées à deux événements majeurs qui ont ralenti les pourparlers diplomatiques entre Aberdeen et ses différents représentants en Europe et à Alger. Nous citerons par exemple Lord Stuart ambassadeur de

* Doctorant en civilisation britannique à l'Université de Paris 8.

la Grande-Bretagne à Paris, Lord Gordon représentant de la Couronne auprès de la Sublime Porte, sans omettre le travail fourni par Lord Saint-John, consul britannique à Alger, ami du Dey Hussein et proche du sérail d'Alger. Puis, la maladie et la mort du roi George IV survenue le 26 juin 1830 devint la préoccupation majeure de la classe politique britannique. Enfin, la victoire des *Whigs* lors des élections du 14 novembre 1830 faussa les cartes de Wellington qui quitta le gouvernement tandis que ses cadres diplomatiques furent contraints de poursuivre leur combat dans les rangs de l'opposition au sein du *House of Commons* et du *House of Lords*.

Notre approche concernera les efforts du Tory Aberdeen au sein du *House of Lords* pour convaincre le gouvernement Grey de la nécessité de poursuivre les réclamations auprès des Français au sujet des garanties des Bourbons inhérentes à l'évacuation d'Alger. Par ailleurs, les accusations d'Aberdeen lors de la séance parlementaire de mai 1832 permirent d'inscrire l'Affaire d'Alger dans un contexte international. En effet, les interventions françaises récentes en Belgique, à Ancône en Italie ainsi que l'évacuation de la Morée avaient fourni un prétexte majeur à l'opposition pour contrecarrer la politique étrangère du gouvernement Grey. Ainsi, le porte-parole de l'opposition accusa ouvertement le gouvernement Whig de laxisme devant la politique expansionniste de la France en Europe et en Afrique du Nord. Reléguer l'affaire d'Alger au stade de préoccupation mineure constituait une erreur fatale pour l'ancien ministre, car l'établissement durable des Français à Alger représentait les prémices de leur retour aux affaires en Europe et de l'établissement d'un nouvel empire colonial en Méditerranée, ce dernier devenant le concurrent de la suprématie britannique dans les domaines commercial et naval. Dans ce sens, Jeremy Black considère, dans son livre paru à New York en 2003 et intitulé *A History of the British Isles*, que la prise d'Alger a mis fin à l'influence des Britanniques à travers les océans¹. Par cette action, la France s'est lancée dans la construction d'un empire colonial. Par la suite, d'autres puissances en Europe ont, à leur tour, voulu avoir accès aux colonies et à leurs richesses pléthoriques. Agissant en habile tacticien, Aberdeen a cherché, par sa motion, à attaquer le gouvernement Grey en l'accusant d'avoir permis à la France de tisser la toile de son nouvel empire colonial. De retour au gouvernement après les élections d'août 1841, Aberdeen fut contraint de replonger dans l'épisode de la prise d'Alger, car une conversation secrète entre lui et Saint-Aulaire, représentant diplomatique français à Londres, fut dévoilée par François Guizot. Cette conversation fut reprise par l'opposition *whig* et son porte-parole Palmerston accusant Aberdeen d'avoir été partie prenante de l'installation des Français à Alger, en disant² : « If I take affairs

1. Jeremy Black, Black, Jeremy, *A History of the British Isles*, (London : Palgrave Essential Histories, 1996), p. 187.

2. *The Times*, January 25, 1842. http://www.thetimes.co.uk/tto/viewArchive.arc?articleId=ARCHIVE-The_Times-1842-01-25-04-0028&pageId=ARCHIVE-The_Times-1840-01-25-04.

as they are in 1841, such as preceding Cabinets have left them, I regard your position in Africa as a fact accomplished, against which I have no longer objection to rise » (*The Times*, édition du 25 janvier 1842). Nous nous contenterons pour notre part d'évoquer le travail parlementaire d'Aberdeen à travers la motion de mai 1833. Le soutien de ses collègues et la résistance du gouvernement ont occupé une place importante tout au long du passage des *Whigs* au gouvernement de 1830 à 1841.

L'entente cordiale, instaurée suite à l'arrivée de Louis-Philippe au pouvoir en France avec le rival britannique s'illustra par l'envoi d'un homme du sérail, Talleyrand, nommé ambassadeur de France en Grande-Bretagne. Sa présence à Londres fut accompagnée d'un redoux diplomatique concernant l'affaire d'Alger, surtout après l'arrivée des *Whigs* au pouvoir, suite aux élections de novembre 1830. L'expansion coloniale n'était pas le point capital de la politique de ces derniers. En effet, le gouvernement Grey s'est concentré sur l'équilibre des puissances en Europe et les problèmes sociaux vécus par la Grande-Bretagne durant cette période ainsi que sur le grand flou qui entourait la question du sort d'Alger, plus particulièrement durant les trois premières années qui ont suivi sa prise. Fortement convaincue par les assurances françaises présentées par Charles X et son gouvernement, l'opposition britannique se lança dans un ultime combat pour assurer l'évacuation de la ville et stopper l'avancée française en Afrique du Nord. De ce fait, les membres du Parlement issus du gouvernement Wellington, à l'exemple d'Aberdeen qui avait suivi de près les négociations concernant Alger en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, s'illustrèrent dans les deux chambres pour revendiquer du gouvernement en place, plus de lucidité et d'intérêt envers le sort d'Alger.

Ces orateurs de l'opposition ont aussi accusé les membres du gouvernement Grey d'être influencés par le vieux Talleyrand, fin tacticien pour le détournement des intérêts britanniques en faveur de la France, notamment en ce qui concerne le silence qui a accompagné la prise d'Alger et la conquête de l'Algérie par l'armée d'Afrique. Au Parlement, l'opposition n'a pas cessé d'épingler le gouvernement pour son laxisme envers la question d'Alger et l'expansion française en Afrique du Nord. Lors des séances parlementaires du 3 mai 1833, une recrudescence des débats sur le sujet a été constatée après le discours d'Aberdeen, véritable appel au gouvernement pour reprendre en main le sort de la ville d'Alger, afin d'empêcher la France de réaliser son projet colonial en Afrique. L'intensité des débats sur la question a pu relancer à nouveau les négociations sur l'évacuation de la ville d'Alger et l'élargissement territorial au-delà de ses limites géographiques. Les collections d'archives des deux chambres du Parlement britannique nous ont permis de comprendre les motivations de ce regain d'intérêt pour la présence française à Alger qui commence à prendre des proportions plus importantes comparé à l'équilibre des puissances en Europe, menacé par la constitution d'un empire colonial en Afrique du Nord. Dans ce sens, la motion d'Aberdeen fait de lui un homme qui a voulu sonner le tocsin de la présence française en terre algérienne.

Convaincus de la gravité du projet colonial français en Afrique, les représentants de l'opposition tory n'ont pas caché les conséquences qu'aurait le maintien de la colonie d'Alger, que ce soit pour le commerce en Méditerranée ou par une possible extension du pouvoir des Français sur des territoires jusqu'alors sous contrôle britannique en Égypte, en Inde, ou sur les zones voisines d'Alger. Plus particulièrement, en régence de Tunis et dans le royaume du Maroc depuis l'automne 1832, après une brève intervention du Duke de Wellington au *House of Lords* sur la nécessité de se conformer aux promesses françaises sur la question³. Afin d'éviter l'émergence d'une puissance concurrente en Méditerranée, les orateurs de l'opposition au sein des deux chambres du Parlement britannique ont fait une arme de la publication des promesses de l'ancien gouvernement français sur l'évacuation de la ville d'Alger et la participation de toutes les forces européennes dans la prise de décision sur cette question, pour secouer le gouvernement *whig*, complice selon eux d'une éventuelle extension française au détriment de l'influence commerciale et maritime britannique en Orient. Bien entendu, les motions proposées par les leaders de l'opposition aux deux chambres ont été suivies par de longs débats allant jusqu'à l'intervention du *whig* Mackinmon dans la séance du 13 février 1838 pour soutenir l'arrivée des Français à Alger au nom du progrès et de la mission civilisatrice de l'Européen sur cette terre septentrionale d'Afrique. Son intervention était une réponse à l'orateur de l'opposition qui avait mis en avant, dans son discours, les prémices de la formation d'un empire français passant par l'Égypte et allant jusqu'en Inde après l'annexion de la province de Constantine par la France en 1837, comme l'avait soutenu sir Samuel Whalley lors de cette même séance parlementaire⁴.

L'importance de la question des garanties françaises sur l'évacuation d'Alger a fourni matière à une critique globale de la politique de Grey qui niait l'implication du roi de France dans cette démarche. Ministre des Affaires étrangères avant la chute des *Tories*, Aberdeen relança une autre fois le débat sur cette épineuse question, en posant sur la table du *House of Lords* copie des correspondances entre son ministère et son homologue français. Ainsi, lors de la séance du 21 juin 1833, Aberdeen s'opposa aux justifications présentées par Grey suite aux débats de la séance du 3 mai 1833. Les craintes soulevées par Aberdeen concernant les intentions françaises d'établir un nouvel empire colonial se sont appuyées sur les déclarations du maréchal Clauzel. En effet, ce dernier n'avait pas caché son désir d'établir une colonie pouvant concurrencer par la force et la richesse

3. Lord Aberdeen, House of Lords. Séance du 3 mai 1833. http://hansard.millbanksystems.com/lords/1833/may/03/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330503_HOL_3

4. Sir Samuel Whalley. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbanksystems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330621_HOC_3

les possessions britanniques en Inde. Il dit à ce propos⁵ : « The possession of Algiers might eventually be of as great power and wealth to France as the West Indies were to England ». La réponse de Grey fut sans appel. L'ambassadeur britannique à Paris n'a pas encore transmis de données concernant ce danger, a conclu le Premier ministre.

L'annexion de Constantine était analysée différemment par les critiques britanniques ainsi que par les spécialistes de la politique étrangère de la Grande-Bretagne. D'un côté, l'établissement d'une colonie durable en Afrique du Nord était vu par l'opposition comme un moyen de pression de la France, sur le commerce en Méditerranée en temps de guerre. Contrairement à certains députés affiliés au gouvernement, à l'exemple de Mackinnon, qui essayèrent dans leurs interventions de soutenir la politique britannique, considérant que l'établissement des Français en Afrique du Nord serait bénéfique et avantageux pour toute l'Europe. L'opposition a martelé son discours sur les dangers qu'un tel établissement pourrait représenter pour la carte géopolitique en Afrique du Nord. En effet, les velléités coloniales françaises pourraient même atteindre l'Égypte et arriver jusqu'en Inde. De cette manière, l'esprit colonial de Napoléon serait ravivé, de même que le désir de conquête et le sentiment de supériorité des Français prendraient le dessus sur son rival britannique. L'influence impériale et commerciale allait être remise en cause par l'émergence d'une autre force concurrente⁶.

Pour étouffer les craintes concernant l'établissement de la France en Méditerranée, Mackinnon s'appuya sur la force et la supériorité navales des Britanniques, en affirmant que la *Royal Navy* allait arrêter les troupes françaises en cas d'invasion de l'Inde ou de l'Égypte. Il ajoute que l'armée de sa Majesté aurait pu stopper les troupes de l'occupant français durant la conquête d'Alger, si les intérêts britanniques avaient été menacés par cette entreprise qui visait à rétablir l'ordre européen en Méditerranée par la destruction des nids de pirates⁷. Il évoquait aussi l'épisode des bombardements britanniques d'Exmouth et Neal en disant : « The British fleet would stop the French army in Algiers as easily as it blockaded the town in 1816 and 1824 ». Mackinnon souligna que les investissements des Français dans le bateau à vapeur pourraient constituer une menace sérieuse pour le commerce britannique, étant donné la proximité des bases de ravitaillement françaises en France ou en Espagne. Par conséquent, contenir un empire allant de l'est de l'Algérie jusqu'aux profondeurs ouest-africaines ne serait pas, selon Mackinnon, une mince affaire pour l'administration coloniale

5. Aberdeen, House of Lords. Séance du 21 juin 1833. http://hansard.millbanksystems.com/lords/1833/june/21/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330621_HOL_3

6. Sir Samuel Whalley. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbanksystems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18380213_HOL_3

7. Mackinnon. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbanksystems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18380213_HOL_3

française. Dans cette optique, projeter de marcher sur l'Inde serait une idée suicidaire pour l'armée française. Civiliser la partie nord de l'Afrique faciliterait en outre le commerce des Européens en Méditerranée. Il ajouta que la mission française à Alger telle qu'elle était prévue à son début avait été respectée et ne pourra que fortifier les positions des puissances européennes après avoir anéanti la piraterie⁸.

L'importance que l'opposition britannique a donnée à la prise d'Alger après la motion d'Aberdeen a complètement transformé le statut de cette affaire, en lui donnant une dimension plus importante dans la vie politique britannique, affirme Charles-André Julien dans *Histoire de l'Algérie contemporaine : la conquête et les débuts de la colonisation 1827-1871*, paru à Paris en 1964. Par conséquent, Polignac s'est vu contraint de rassembler ses déclarations et les correspondances concernant les engagements et les négociations entourant l'affaire d'Alger, pour convaincre l'opinion française et européenne qu'aucune promesse n'avait été donnée par son gouvernement en ce qui concernait l'évacuation d'Alger, comme le prétendaient les *Tories*⁹. En effet, dans son discours du 3 mai 1833, Aberdeen souleva la question des assurances et garanties françaises sur les objectifs attendus de l'intervention militaire contre Alger. Cette démarche n'était qu'une mise en cause de la politique du gouvernement Grey face à la question d'Alger.

Dans le discours d'ouverture de cette session, sa Majesté annonça la promesse du roi de France d'envoyer toutes les correspondances concernant les engagements tenus par l'ancien gouvernement au sujet d'Alger. Le discours d'Aberdeen fustigeait le laxisme du gouvernement Grey face à la volonté française d'établir un empire colonial en Afrique du Nord. Dans sa démarche de revendication, il insistait pour qu'un texte, mettant en valeur la discussion privée entre Stuart et le roi de France en août 1830, soit rédigé. Cette dernière avait porté sur les intentions françaises au sujet d'Alger et son engagement verbal de l'évacuer dans quelques mois¹⁰. Cette proposition fut rejetée par Grey, évoquant le caractère européen des promesses françaises : la question de l'engagement français sur Alger ne concernait pas seulement la Grande-Bretagne mais toute l'Europe. L'intérêt porté par Aberdeen à la question des garanties françaises datait de la séance de l'été 1832, au cours de laquelle la question d'Alger fut évoquée par Wellington. Cela provoqua la réaction des autorités françaises à propos de la reconnaissance des engagements non tenus concernant cette affaire.

Comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus, le chargé politique de Polignac s'occupa de la rédaction d'un mémoire sur le sujet, afin de mettre en évidence qu'il n'y avait eu aucun engagement officiel portant sur

8. Mackinnon. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbank systems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18380213_HOL_3

9. Charles-André Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine : la conquête et les débuts de la colonisation 1827-1871*, (Paris : PUF, 1964), p. 35.

10. Lord Aberdeen, House of Lords. Séance du 3 mai 1833 http://hansard.millbank systems.com/lords/1833/may/03/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330503_HOL_3

l'évacuation de la ville d'Alger. Les hautes autorités britanniques se saisirent elles aussi, du sujet mais sans aucun résultat convaincant. Cette imprécision de la démarche politique des *Whigs* a laissé planer un doute quant à la tenue de véritables négociations pour résoudre la question d'Alger par une évacuation de l'armée française. Dès lors, Aberdeen remit au goût du jour cette question afin qu'elle soit débattue en proposant au *House of Lords* une motion concernant les engagements de la France, afin d'éviter un établissement colonial sur les côtes de l'Afrique du Nord. L'intention d'évoquer Alger fut à nouveau reportée après une discussion entre Aberdeen et Grey. Ce dernier rassura son interlocuteur sur le fait que des négociations avaient bien été entamées avec le gouvernement français et son roi. Il ajouta qu'un débat concernant la question allait avoir lieu pour trouver une solution qui arrangerait toutes les puissances européennes.

Pour mieux convaincre l'assistance, Aberdeen se focalisa sur les déclarations du gouvernement français concernant l'importance de l'expédition pour le commerce européen, afin qu'aucune opposition ne s'exprime face à l'entreprise française. De plus, l'orateur de l'opposition n'hésita aucunement, durant son intervention, à critiquer la politique extérieure du gouvernement Grey. Cependant, Aberdeen s'étonna de la légèreté avec laquelle l'affaire d'Alger était traitée et vue par les cabinets de Londres. Un emplacement stratégique en Méditerranée qu'il ne faut, en aucun cas, laisser sous domination française, vue la puissance que cela conférerait à cette dernière, ajoutait l'ancien ministre¹¹. Pour éviter ce danger, les correspondances de l'année 1830 entre le ministère des Affaires étrangères et l'ambassadeur britannique en France, Stuart, sur l'expédition française contre Alger, ainsi que les correspondances du gouvernement français avec son ambassadeur à Londres, Laval, portant sur les intentions de la France à Alger de mars et mai 1830, ou encore les correspondances dans lesquelles le nouveau gouvernement français s'était chargé de respecter les engagements pris par les Bourbons, furent publiées. Elles pouvaient ainsi être utilisées en premier lieu comme moyen de pression pour évacuer Alger, et comme arme aux mains des Britanniques pour contrecarrer l'intention coloniale et impériale française en Afrique du Nord. Cette démarche s'est aussi manifestée après que la France a voulu envoyer ses troupes en Italie au début de l'année 1832. L'opposition britannique a aussitôt haussé le ton, en demandant au gouvernement Grey de fournir des explications sur le degré d'implication du gouvernement face à cette intention d'élargissement en Europe, déjà précédée par une occupation en Belgique et une intervention en Grèce¹².

11. Lord Aberdeen, House of Lords. Séance du 3 mai 1833 <http://hansard.millbanksystems.com/lords/1833/may/03/occupation-of-algiers>

12. <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1832/mars/07/occupation-of-algiers>

Tout au long de sa carrière à la tête du *Foreign Office*, Aberdeen s'est montré prudent quant aux engagements pris par son homologue sur le sort d'Alger et les multiples promesses faites aux Européens par le roi de France et son ministre. Charles-André Julien revient, dans *Histoire de l'Algérie contemporaine*, sur le projet de combinaison avec le vice-roi d'Égypte pour conquérir Alger en partant de l'est. Cependant, les plaidoyers de Polignac du 18 janvier 1830 n'ont pas vraiment convaincu Aberdeen. Ce dernier persistait à croire que le projet de la prise d'Alger était entouré d'un grand mystère. L'envie d'avancer sur les régences de Tripoli et de Tunis pour consolider les bases arrières de Mohamed Ali ne serait qu'une stratégie qui cachait d'autres intentions à en croire le gouvernement Wellington. La décision d'intervenir à Alger sans la participation des puissances n'a fait que creuser le doute au sein des locataires du Cabinet de Saint-James. Convaincu que la France n'allait pas quitter Alger après l'avoir occupée, Aberdeen s'est lancé dans des pourparlers pour avoir plus de garanties sur l'entreprise française¹³. Après l'éviction de son gouvernement du pouvoir, l'ancien ministre tenta de pousser le gouvernement à aller de l'avant et à prendre toutes les précautions nécessaires concernant Alger. Sa motion du 3 mai 1833 reposait sur les garanties qu'il avait pu obtenir de Polignac quant à l'évacuation d'Alger. Conscient de l'importance stratégique d'Alger, le gouvernement Grey devait, selon Aberdeen, continuer le travail que les *Whigs* avaient abandonné depuis le départ des *Tories* du gouvernement, en œuvrant à ce que la France s'engage à tenir ses promesses en vertu des assurances présentées au nom de l'alliance européenne et chrétienne.

Contrairement à ce que l'on pense, la question d'Alger n'était pas méconnue au sein des deux Chambres britanniques. L'importance de la nouvelle colonie française suscita des réactions et des débats houleux au sein de la classe politique britannique. Les changements de gouvernement et leurs orientations politiques et commerciales ont toujours fait état de l'importance de cette question pour le poids et le commerce de la France. Ainsi, les débats sur le commerce extérieur et les causes de son effondrement, sur l'expansion française en Europe et en Afrique et sur la faiblesse de la domination britannique sur les marchés extérieurs furent liés à la prise d'Alger durant toute la décennie 1830, par les représentants de l'opposition qui ont considéré que le maintien de la colonie d'Alger était la cause du déclin de la supériorité britannique en accusant les gouvernements Grey et Melbourne de laxisme et de complicité vis-à-vis des plans coloniaux français en Europe et en Afrique. Le retour des *Tories* en 1841 relança une nouvelle fois les débats sur la colonie d'Alger. En effet, les *Whigs* au pouvoir depuis onze ans, demandèrent au gouvernement d'intervenir militairement pour chasser la France d'Alger. De plus, la complicité d'Aberdeen fut soulevée lors des débats dans les deux Chambres. Le ministre fut la cible d'accusations émanant des *Whigs* quant à son

13. Charles-André Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, p. 37.

implication dans le maintien de la colonie d'Alger, en s'appuyant sur les déclarations du ministre français, François Guizot, qui avait rapporté les propos tenus lors d'une discussion privée entre Aberdeen et Saint-Aulaire sur cette question. L'importance et la complexité de l'affaire d'Alger ont cependant poussé chaque gouvernement à éviter de traiter cette question pour se dédouaner du sort réservé à Alger, tout en essayant d'imputer les causes de la prise et du maintien de la colonie aux adversaires politiques par le lancement de débats sur la question une fois dans l'opposition.

Bibliographie

- Black Jeremy, (1996), *A History of the British Isles*, London : Palgrave Essential Histories.
- Brown David, (2011), « Diplomacy and the Forth Estate : The role of the Press in British Foreign Policy in the Age of Palmerston », in Antony Best and John Fisher, *On the Fringes of Diplomacy Influences on British Foreign Policy 1800-1945*, England : Ashgate Publishing Limited.
- Darcy Jean, (1918), *France et Angleterre : cent ans de rivalité coloniale. L'Afrique*, Paris : Perrin et Libraires Éditeurs.
- Hamdani Amar, (1984), *La vérité sur l'expédition d'Alger*, Paris : Ballant.
- Haym Ronald, (1976), *Britain's Imperial Century 1815-1914 : A Study of Empire and Expansion*, London : Input Typesetting.

Djihad et sacrifice ritualisé

Les *imsebblen* kabyles (XIX^e siècle)

Mouloud HADDAD *

En islam normatif, lorsque le rapport d'altérité se fait dans le cadre de la guerre, le musulman a l'obligation de défendre sa religion, sa terre et son honneur. Pour cela, il se doit de vaincre. En cas de défaite, les conséquences sont sans appel : l'exil, l'émigration vers un autre pays musulman (*al-hidjra*) afin de ne pas vivre sous un joug infidèle ou la mort en martyr (*al-istishhad*) qui seule peut éviter le déshonneur. Cette mort en martyr (*shahid*) n'est pas une mort comme les autres. Elle se fait au nom de la défense de religion et son auteur a droit à un honneur posthume, notamment à des rites funéraires et à des cimetières particuliers, dignes de son acte.

Les motivations des candidats au martyr s'avèrent multiples et complexes. Elles présentent tout d'abord un aspect essentiellement religieux : mourir en *shahid*, c'est la garantie d'avoir *une place à part* dans l'au-delà. En effet, selon le Coran¹, les *shuhada* font partie de ceux que Dieu a comblés de ses bienfaits après les prophètes (*al-nabiyyin*) et les hommes véridiques (*al-siddiqin*) mais avant les saints (*al-salihin*)².

Les candidats au martyr ont également la conviction qu'une fois tombés sur le sentier de Dieu (*shuhada fi sabil Llah*), ils ne sont pas morts mais bien vivants, ayant obtenu la vie éternelle³. De plus, s'ils choisissent de renoncer

* Enseignant à l'Université Paris 8.

1. Les citations du Coran sont toutes extraites de la traduction de Blachère R., *Le Coran (al-Qor'ân)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1966, 749 p.

2. Coran IV/69 : « Ceux qui obéissent à Dieu et à son Prophète sont au nombre de ceux que Dieu a comblés de bienfaits ; avec les prophètes, les justes (*al-siddiqin*), les témoins (*al-shuhada*) et les saints ».

3. Coran II/154 : « Ne dites pas de ceux qui sont tués dans le chemin de Dieu : "Ils sont morts !" Non !... Ils sont vivants, mais vous n'en avez pas conscience » ; Coran, III/169 : « Ne crois surtout pas que ceux qui sont tués dans le chemin de Dieu sont morts. Ils sont vivants ».